Se fondre dans la ville sans rester anonyme

Les cadres politiques de l'expérience des migrants du Mozambique à Johannesburg

Blending Into the City Without Staying Anonymous. The Political Frameworks of Mozambican Migrants' Experience in Johannesburg

Dominique Vidal

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/lhomme/29115>

DOI : 10.4000/lhomme.29115

ISSN : 1953-8103

Éditeur

Éditions de l'EHESS

Édition imprimée

Date de publication : 29 novembre 2016

Pagination : 233-262

ISSN : 0439-4216

Référence électronique

Dominique Vidal, « Se fondre dans la ville sans rester anonyme », *L'Homme* [En ligne], 219-220 | 2016, mis en ligne le 28 novembre 2018, consulté le 01 mai 2019. URL : <http://journals.openedition.org/lhomme/29115> ; DOI : 10.4000/lhomme.29115

Se fondre dans la ville sans rester anonyme

Les cadres politiques de l'expérience des migrants
du Mozambique à Johannesburg

Dominique Vidal

LES SCIENCES SOCIALES ont abondamment défendu l'idée selon laquelle la ville permet un détachement des appartenances assignées, tout en insistant souvent sur l'engendrement de formes de vie *sui generis* qui échapperaient à toutes contraintes. C'est d'ailleurs, on le sait, l'une des principales critiques adressées aux sociologues de l'école de Chicago que de ne pas avoir accordé beaucoup d'importance aux forces économiques et politiques qui façonnent les espaces et la vie des citadins (Castells 1972). De même, contrairement à ce qu'avait suggéré Louis Wirth, figure majeure de cette école, l'anonymat n'est pas nécessairement le type de situation prédominant en ville (2004 [1938]), l'interconnaissance jouant également un rôle actif, comme Oscar Lewis et Lyn Lofland l'ont souligné, chacun à sa manière (Lewis 1965 ; Lofland 1973).

L'objet de cet article n'est ni de réaffirmer l'individualité que favorise la ville, ni de lui opposer le poids des déterminismes qui s'y exercent, ni de relever les limites de l'anonymat. À partir d'une enquête sur les migrants du Mozambique à Johannesburg (Vidal 2014), je me propose plutôt d'y étudier les cadres politiques qui, sans la brider complètement, configurent leur expérience sur un mode spécifique¹. La condition des migrants

1. Cette enquête s'appuie sur des matériaux recueillis dans les régions métropolitaines de Johannesburg et de Maputo, entre 2005 et 2008. Ces données résultent, en premier lieu, d'ethnographies de différents sites : à Johannesburg, commerces de rue dans l'*inner-city*, tavernes, .../...

— Cet article repose sur une enquête présentée de façon détaillée dans un ouvrage (Vidal 2014) et une partie de ses développements a fait l'objet d'une publication préliminaire (Vidal 2013). Je remercie Michel Agier, Martin Lamotte et les lecteurs du Comité de rédaction de la revue *L'Homme* pour leurs commentaires qui m'ont permis de l'enrichir.

à Johannesburg a en effet connu des changements considérables depuis l'effondrement progressif des institutions de l'apartheid dès les années 1980 et, plus encore, depuis l'élection de Nelson Mandela à la présidence de la République sud-africaine en 1994. Si, d'un côté, la politique de ségrégation spatiale sur des critères raciaux prend fin et tous les Sud-Africains sont proclamés égaux en droit, de l'autre, l'arrivée massive de migrants venus d'autres pays africains, attirés par l'ouverture politique d'un pays plus riche, provoque une forte xénophobie à leur rencontre. On découvre alors, à la grande surprise de nombreux observateurs et de militants de la lutte contre l'apartheid, l'hostilité des Noirs² sud-africains à l'égard d'autres Africains (Wa Kabwe-Segatti 2008a). Dans l'espoir d'apaiser l'inquiétude provoquée par ces nouveaux venus sur le marché du travail dans un contexte de crise économique, le gouvernement de Nelson Mandela adopte alors une politique migratoire particulièrement restrictive, qui se traduit par des limitations concernant la délivrance de visas et par un nombre très important de reconduites à la frontière. Les gouvernements qui lui succèdent maintiendront dans leurs grandes lignes ces restrictions aux séjours des étrangers africains. Les comportements xénophobes à l'égard des Noirs d'origine étrangère resteront pourtant répandus, avec notamment des pics d'agression, voire, à plusieurs reprises, des émeutes contre ces Africains accusés de concurrence déloyale, de propager le sida et d'être responsables de la montée de la criminalité.

[Suite de la note 1] églises pentecôtistes et lieux de résidence des quartiers péricentraux, townships (Alexandra, Diepsloot, Soweto) et un bidonville (*squatters' settlement*) ; à Maputo, rencontres au domicile de migrants de retour et d'anciens migrants, ainsi que lieux fréquentés par des jeunes pensant bientôt partir pour l'Afrique du Sud. Elles consistent également en des entretiens, parfois plusieurs fois renouvelés, avec des migrants et d'anciens migrants du Mozambique (seulement des hommes car les ressortissantes mozambicaines craignaient pour leur sécurité si elles avaient été vues en compagnie d'un « Blanc »), de Sud-Africains et de migrants originaires d'Afrique de l'Ouest et de la République du Congo. Ces matériaux s'enrichissent, en outre, de données statistiques issues de l'African Cities Project de 2006, une étude longitudinale et comparative des réfugiés, des demandeurs d'asile, des migrants et des non-nationaux dans les quartiers centraux (*inner cities*) de Johannesburg, Lubumbashi (République démocratique du Congo), Maputo (Mozambique) et Nairobi (Kenya). Pour une synthèse de cette enquête, cf. Véronique Gindrey (2010). Les données que j'ai recueillies moi-même, tout comme celles de l'African Cities Project, concernent des travailleurs pauvres, qui constituent la grande masse des migrants, même si j'ai également eu l'occasion d'échanger avec des Mozambicains ou des Sud-Africains d'origine mozambicaine mieux lotis et/ou appartenant au cercle des notables de cette population.

2. Les mots par lesquels les individus sont catégorisés et se catégorisent en Afrique du Sud résultent de constructions sociales et politiques faisant l'objet de luttes et de polémiques. C'est pourquoi j'ai résolu de toujours commencer les mots désignant un groupe racialisé par une majuscule, en raison de la force de ces identifications en Afrique du Sud et au Mozambique. Quand j'estimais que le contexte où ils étaient mentionnés exigeait de rappeler qu'il s'agissait de constructions sociales et politiques, je leur ai accolé des guillemets ou, quand je les cite en anglais, je les ai mis en italique. Pour faciliter la lecture, je les ai en revanche utilisés sans ce type de marque quand il ne me semblait pas y avoir de problème de compréhension spécifique.

L'importance de la xénophobie en Afrique du Sud a suscité de nombreux travaux (Comaroff & Comaroff 2001 ; Landau 2006, 2014 ; Landau, ed. 2011 ; Wa Kabwe-Segatti 2008a et b ; Hayem 2013 ; Mosselson 2010). Il n'est pas le lieu ici d'en faire un bilan, mais plutôt de rappeler, d'abord de façon liminaire, ce qu'ils ont irréfutablement permis d'établir, à savoir la difficulté à faire de la xénophobie un concept et la nécessité de toujours tenir compte du contexte de son usage en Afrique (Fourchard & Segatti 2015). Cela étant dit, il convient, pour mettre en relief l'intérêt d'une approche centrée sur le cas des Mozambicains à Johannesburg, de présenter à grands traits plusieurs débats concernant la présence massive de migrants venus d'autres pays africains à laquelle cette ville est confrontée depuis la fin de l'apartheid. Ces débats trouvent leur source dans l'article de Jean et John Comaroff qui établit une analogie entre l'hostilité croissante envers les étrangers dans l'Afrique du Sud post-apartheid et les campagnes nationales pour l'éradication de plantes allochtones invasives dans ce même pays (Comaroff & Comaroff 2001). Selon eux, le pouvoir de nuisance prêté à ces plantes fournit aux Sud-Africains un langage métaphorique récupéré à des fins idéologiques, leur permettant de se penser tous comme des autochtones, rassemblés, au-delà des divisions raciales toujours prégnantes qui les opposaient sous l'apartheid, face à une menace extérieure et, ainsi, de justifier la nécessité de rejeter les étrangers. Loren Landau s'est démarqué de cette interprétation, en se plaçant du point de vue des migrants internationaux à Johannesburg, pour lesquels, soutient-il, l'allochtonie n'était nullement un « statut honteux » dans une ville où, du reste, la majorité des habitants, de nationalité sud-africaine ou non, est arrivée relativement récemment (2006 : 127). Il observe ainsi chez ces migrants une valorisation de la nature transitoire de leur séjour, qui se manifeste en particulier par l'absence d'un projet d'installation définitive en Afrique du Sud. Les villes sud-africaines se caractérisent de ce fait, selon Landau, comme des lieux où le discours nativiste qui s'est développé après l'apartheid ne parvient ni à masquer la fragilité du sentiment d'autochtonie des différents groupes de populations sud-africaines ni à dissuader véritablement les étrangers de venir y tenter leur chance. Dans un article postérieur écrit avec Iriann Freemantle, il développe à ce propos le terme de « cosmopolitisme tactique » pour définir la façon dont, à Johannesburg, les migrants négocient des formes partielles d'intégration dans une Afrique du Sud en changement (Landau & Freemantle 2010). Cette grille de lecture a incontestablement pour mérite de faire ressortir l'agentivité (*agency*) de ces migrants dans une ville où ils sont exposés à la violence xénophobe, notamment dans les espaces déshérités (Crush, Chikanda & Skinner

2015). Elle a néanmoins pour travers, selon Alex Wafer (2015), de ramener le cosmopolitisme des migrants à ses pratiques stratégiques et à délaisser les liens qui s'établissent parfois à Johannesburg entre étrangers et nationaux, et les rassemblent alors.

Le cas particulier des migrants du Mozambique s'inscrit dans ces débats en montrant comment, après avoir dû composer pendant des décennies avec l'apartheid, ils supportent désormais les nouvelles formes de contraintes qui s'imposent à eux, et ce, de façon spécifique par rapport aux autres migrants internationaux à Johannesburg³. Nous verrons ainsi les conséquences sur le quotidien de ces citoyens pauvres des transformations intervenues au cours des dernières décennies dans un espace transnational qui s'est formé à la fin du XIX^e siècle⁴. L'indépendance du Mozambique en 1975, la transition vers la démocratie en Afrique du Sud avec l'élection de Nelson Mandela à la présidence de la République en 1994 et la fin d'un système de travail migrant réservé à l'industrie minière ont modifié en profondeur ce cadre migratoire quasi séculaire. Sur fond d'insécurité et de xénophobie, il en résulte un type spécifique de citoyen qui connaît à Johannesburg une expérience tout autre que celle des mineurs qui, avant de regagner leurs villages, vivaient pour des périodes limitées dans les installations minières (*compounds*), fermées sur elles-mêmes et placées en périphérie de la métropole. Leurs pratiques amènent notamment à s'interroger à nouveaux frais sur l'adaptation des migrants à la ville, question qui fut longtemps au cœur des préoccupations de l'anthropologie sociale des années 1950-1970 en Afrique australe (Mitchell 1996 [1956] ; Gluckman 1958 ; Epstein 1958 ; Mayer 1971 [1961]). Il ne s'agit bien entendu pas d'utiliser un prisme aujourd'hui daté, ni même de prétendre le réactualiser, mais de garder à l'esprit plusieurs de ses thèmes majeurs – l'arrivée et le séjour en ville du migrant, ou encore le monde urbain comme lieu de divers possibles et de constructions d'identités nouvelles – pour aborder l'expérience actuelle des migrants du Mozambique à Johannesburg. Il est vrai, bien que le nombre de réfugiés urbains ait

3. Aucune donnée fiable n'existe sur le nombre de Mozambicains ou de Sud-Africains d'origine mozambicaine résidant en Afrique du Sud, dont la population était de 51 millions d'habitants d'après le recensement de 2011. Selon les statistiques officielles ou certaines évaluations, les chiffres varient entre 300 000 et plus de deux millions. La ville de Johannesburg, quant à elle, constitue un ensemble politico-administratif de 4,4 millions d'habitants au sein d'une vaste région métropolitaine qui en compte plus de 8 millions.

4. Les Mozambicains sur lesquels l'enquête a porté sont, pour la plupart, issus des populations pauvres de la région urbaine de Maputo, à l'instar de la majorité des ressortissants du Mozambique à Johannesburg qui ne comptent que peu de représentants des couches moyennes et supérieures. Par manque de ressources, ils ont en général dû arrêter leur scolarité dans les premières années du secondaire et occuper, au Mozambique, des emplois subalternes et rarement qualifiés (bâtiment, mécanicien, employé de commerce ou de la restauration, vigile, coiffeur, vendeur ambulant, etc.).

augmenté au cours des dernières décennies, que les recherches sur la ville post-apartheid ont largement délaissé ces questions, comme le font remarquer Patrick Harries (2003) et Catherine Coquery-Vidrovitch (2006), pour se circonscrire à l'étude de la citadinité des Africains ou à celle du développement d'un supposé nouveau modèle urbain africain depuis que l'Afrique est touchée par le phénomène d'urbanisation galopante.

Du *labour migrant system* à l'effondrement de l'apartheid

Les conditions de migration des Mozambicains dans le Johannesburg post-apartheid ont considérablement changé au cours des quatre dernières décennies, qui virent l'indépendance du Mozambique et l'effondrement de l'apartheid. Depuis la seconde moitié des années 1970, en effet, les déplacements de populations de l'ancienne colonie portugaise vers la métropole sud-africaine ont progressivement cessé d'être canalisés par un système migratoire qui visait, depuis la fin du XIX^e siècle, à s'assurer une main-d'œuvre bon marché et à empêcher l'urbanisation des Africains. Ces migrations étaient presque aussi anciennes que la ville de Johannesburg, fondée en 1886 après la découverte d'immenses gisements aurifères sur un plateau quasiment désert. À la recherche de travailleurs pour l'exploitation minière, les propriétaires des mines firent venir des Africains depuis les régions avoisinantes. L'organisation de ce travail migrant constitue ce que la recherche historique a nommé le « système de la main-d'œuvre migrante » (*labour migrant system*) en Afrique australe (Burawoy 1976 ; Crush, Jeeves & Yudelman 1991 ; Harries 1994 ; Maloka 1997). Les mineurs étaient engagés dans leurs villages par des agents recruteurs et venaient travailler sans leur famille. Ils ne touchaient l'essentiel de leur rémunération qu'une fois de retour, au terme de leur contrat de travail qui n'excédait jamais douze à dix-huit mois. Ce système poursuivait aussi un double objectif : empêcher la formation d'une classe ouvrière en assurant une rotation permanente des mineurs ; limiter la présence de la population noire africaine à proximité de villes où vivait la minorité blanche du pays.

Dès la fin du XIX^e siècle, le gouvernement portugais autorisa l'installation de bureaux de recrutement au sud du fleuve Save, en contrepartie de l'achat de quantités d'or à un prix préférentiel et de l'utilisation du débouché portuaire de Lourenço Marques, la future Maputo. De 1902 à 1977 au Mozambique, entre 25 % et 30 % des hommes en âge de travailler partirent pour les mines d'Afrique du Sud (First 1983). Outre la déstructuration des formes d'organisation communautaire, l'intensité de ces flux entraîna la formation d'un puissant imaginaire migratoire toujours présent de nos jours. Fait notable, qui en dit long sur ce qu'a représenté

Groupe de migrants mozambicains à Soweto
Johannesburg (Afrique du Sud), 2007 (cl. Dominique Vidal)

la possibilité d'aller travailler dans les mines sud-africaines, la pénibilité du travail et les dangers qui guettaient le mineur ne sont quasiment jamais mentionnés aujourd'hui par ceux qui en sont revenus. Les jeunes hommes en particulier sont convaincus que les ressources nécessaires pour accéder au statut d'adulte et au mariage – conditionné par le prix de la fiancée (*bridewealth* ou *lobolo*) et par l'achat d'une terre où installer sa famille – ne peuvent s'obtenir qu'en Afrique du Sud. Même si peu de Mozambicains travaillent désormais en Afrique du Sud pour l'industrie minière, cet imaginaire migratoire n'a donc pas perdu de sa prégnance, comme en témoignent par exemple les spéculations des jeunes de Maputo sur ce qu'ils feront de retour de Johannesburg. Tel est ainsi le cas de Marcos, dix-sept ans, que j'ai connu autour d'un billard du marché Xipamanine à Maputo. Voici ce qu'il m'explique devant une bière, en compagnie de deux amis qui l'approuvent par des hochements de tête :

« On va bientôt partir à Johannesburg, mes frères y sont, ils savent où travailler. Tu ne gagnes rien à Maputo. Dans la Djoni [nom argotique de l'Afrique du Sud], il y a du travail, le Mozambicain travaille bien, il gagne de l'argent. Tous les Mozambicains veulent faire leur vie en Afrique du Sud. C'est comme ça, on y va tous, et on revient avec l'argent ».

Jusqu'au début des années 1980, l'essentiel des migrations du Mozambique vers l'Afrique du Sud s'est donc effectué selon ce système encadré de gestion du travail qui fournissait de la main-d'œuvre aux mines et aux plantations situées de l'autre côté de la frontière. Il ne parvint néanmoins

jamais à empêcher totalement des flux clandestins, ni même à interdire, quoiqu'en nombre limité, que des migrants arrivés avec un contrat de travail ne choisissent de rester en se fondant parmi la population locale. Dans la région de Johannesburg, ils s'installèrent dans les zones urbaines où la politique de ségrégation raciale reléguait les Africains, surtout après la mise en place de l'apartheid, en 1948, qui traça des frontières socio-spatiales entre des groupes catégorisés à partir de critères ethniques et raciaux (Posel 1991).

Ce cadre migratoire changea de façon décisive durant les années 1980. La guerre civile, qui a éclaté au Mozambique en 1977 et ravagea le pays pendant quinze ans, poussa près de quatre millions de Mozambicains à chercher refuge dans les États voisins. Environ 350 000 d'entre eux, principalement venus des trois provinces du sud du Mozambique, se fixèrent à cette époque sur le territoire sud-africain, en particulier dans les zones rurales du nord-est des bantoustans Gazankulu et KaNgwane. Le régime de l'apartheid s'en accommoda tant qu'ils restaient dans ces pseudo-États indépendants qu'il avait lui-même créés de toutes pièces. Il les traitait en revanche en clandestins et les expulsait dès qu'ils étaient arrêtés dans d'autres parties du territoire sud-africain, notamment dans les villes (Wa Kabwe-Segatti 2002). Dans la seconde moitié des années 1980 et au début de la décennie suivante, des dizaines de milliers de Mozambicains affluèrent toutefois sur Johannesburg. Dans un contexte où le système de l'apartheid se craquellait, ils parvinrent à s'installer dans les townships, les bidonvilles et les quartiers centraux de la métropole délaissés par leurs populations blanches, apeurées par la rapidité de la déségrégation spatiale (Morris 1999). À la différence des réfugiés qui s'établissaient dans les campagnes du nord de l'Afrique du Sud pour fuir les exactions des belligérants dans les zones rurales du sud du Mozambique, ou des populations shangaan, dont les déplacements entre leurs territoires actuels du Mozambique et de l'Afrique du Sud à la suite de conflits entre chefferies ou d'aléas climatiques faisaient partie de l'ordinaire avant qu'une frontière séparant les deux pays ne soit devenue tangible (Niehaus 2002 ; Polzer 2004 ; Lubkemann 2008), les nouveaux arrivants à Johannesburg étaient pour l'essentiel des hommes originaires de la région métropolitaine de Maputo qui entendaient échapper à la conscription et à la famine. On comptait aussi parmi eux des mineurs ayant fui les mines où les Noirs sud-africains, qui se mobilisaient contre l'apartheid, les accusaient d'être des briseurs de grève.

Durant ces années de tensions où l'attention est portée sur le clivage entre les Noirs et les Blancs qui s'opposent pour ou contre l'abolition de l'apartheid, la condition d'étranger reste encore secondaire. Depuis 1984,

les Noirs sud-africains vivant dans les zones urbaines avaient perdu la nationalité sud-africaine et les autres Africains résidant dans les zones classées « blanches » que sont les villes étaient expulsés vers un bantoustan ou au-delà des frontières du pays s'ils ne possédaient pas de titre de séjour. En sorte que tous les Noirs de Johannesburg, quel que soit leur lieu de naissance, partageaient encore sous l'apartheid un statut similaire, défini par des contraintes de droit au séjour et de déplacements en ville imposées par la politique raciale du régime.

En ville, la situation des Noirs originaires d'autres pays d'Afrique se modifie radicalement après l'élection, en 1994, de Nelson Mandela à la présidence de la république et l'instauration d'une démocratie qui se proclame non raciste. Si les catégories d'identification raciale (Blancs, *Coloured*, *Indians*, Noirs) restent certes d'usage courant et président toujours au déchiffrement de nombreuses relations sociales, le fait nouveau est que, désormais, tous les Sud-Africains sont considérés comme des nationaux égaux en droits (Chipkin 2007). Dès lors, outre la conflictualité entre Blancs et Noirs qui ne disparaît pas, un autre clivage naît de cette redéfinition des statuts de nationaux et de non-nationaux, qui oppose cette fois les Sud-Africains aux ressortissants étrangers et, plus précisément, les Africains de nationalité sud-africaine aux migrants originaires d'autres États du continent (Wa Kabwe-Segatti 2002). La « race » ne définissant plus la ligne de partage fondamentale, le critère juridique de la nationalité acquiert une importance nouvelle dans les classements sociaux. Il alimente en particulier une forme de xénophobie à l'encontre des Africains d'origine étrangère, nettement prononcée chez les Noirs sud-africains avec lesquels ils entrent en concurrence directe sur le marché du travail dans un contexte de forte crise économique.

Étranger et *Makwerekwere* dans une métropole post-fordiste

Les migrants du Mozambique, bien que familiers de l'Afrique du Sud de longue date, n'échappent pas à cette hostilité à l'encontre des étrangers africains qui accompagne la sortie de l'apartheid. Comme eux, ils se voient traités de *Makwerekwere*, onomatopée péjorative et stigmatisante par laquelle les Noirs sud-africains les réifient et en font des vecteurs du chômage, de la criminalité et du sida⁵. Comme eux encore, ils sont

5. Selon les linguistes, le terme *makwerekwere* provient du sesotho, une des langues africaines parlées en Afrique du Sud. Il obéirait au même principe que le mot grec *barbaros* qui a donné « barbare » en français, en caricaturant par la répétition de la même syllabe la difficulté des étrangers à s'exprimer clairement.

régulièrement l'objet d'invectives et d'agressions, parfois mortelles. Comme eux enfin, ils subissent de plein fouet la politique migratoire restrictive qu'adoptent les gouvernements sud-africains après la fin de l'apartheid. Dans les dix ans qui suivent l'élection de Nelson Mandela, les pouvoirs publics procèdent ainsi à plus 1 150 000 reconduites à la frontière du Mozambique⁶.

Le caractère traumatique des arrestations et des agressions (gratuites ou pour les voler) qu'ont connues les Mozambicains à Johannesburg résulte pour beaucoup dans le rappel insultant de leur altérité que produit ce qualificatif de *Makwerekwere*. José, trente ans, se souvient ainsi, bien des années après, de l'intrusion soudaine en 1997, au milieu de la nuit, d'un groupe de *tsotsis* (« voyous ») dans sa baraque en tôle du township d'Alexandra :

« Ils ont cassé la porte, sont entrés, m'ont frappé [joignant le geste à la parole] la tête avec les poings, les pieds. Ils ont tout fait tomber, ils ont cassé mes affaires, ils ont pris mes vêtements, mon argent, mon poste de radio. Ils m'ont appelé "Makwerekwere", ils m'ont dit de retourner à Maputo, de quitter l'Afrique du Sud. Ma femme pleurait, un Zulu a craché sur elle et lui a dit de retourner à Maputo. On n'avait plus rien. J'ai continué de travailler une semaine pour l'argent du minibus. On est revenu à Maputo. Elle ne veut plus retourner en Afrique du Sud. Et je ne veux pas qu'elle revienne, je ne veux pas que mes enfants [deux garçons et une fille sont nés depuis] vivent ici à Johannesburg. Ici, c'est l'enfer ».

Ermelindo, vingt-quatre ans, garde aussi, deux ans après les faits, un souvenir douloureux de son agression aux abords de la gare routière, au retour d'une semaine de repos au Mozambique. Quatre jeunes l'avaient immobilisé contre un mur au moment où il attendait un minibus pour le conduire chez sa sœur dans le quartier de Bertrams. Ce quartier de la gare routière, zone de transit où rôdent des voyous, offre, il est vrai, un cadre propice aux traquenards et beaucoup de Sud-Africains se font régulièrement dépouiller dans ses rues. Mais, après qu'Ermelindo s'est trahi en bredouillant quelques mots dans un *isiZulu* maladroit et en révélant ainsi son origine étrangère⁷, le vol à proprement parler évolua, selon lui, en une attaque à caractère xénophobe. Après lui avoir fait les poches et arraché son sac à dos, ses agresseurs se mirent à le frapper parce que l'un d'eux avait estimé qu'il était un *Makwerekwere* :

6. Ce chiffre important s'explique en partie par le fait qu'un même migrant a pu être reconduit plusieurs fois à la frontière au cours de la période, sans qu'il existe pour autant de données établies sur des individus particuliers.

7. Le shangaan et le ronga, que parlent la plupart des migrants mozambicains à Johannesburg, appartiennent au même groupe linguistique nguni que l'*isiZulu*. Pourtant, il n'y a pas d'intercompréhension avec cette dernière langue (Communication personnelle de Michel Lafon, Inalco-CNRS, spécialiste des langues bantoues d'Afrique australe).

« L'un m'a poussé pour me faire tomber, et, avec un autre, ils ont frappé. Ils criaient : "Maputo", "Makwerekwere", "Maputo", "Makwerekwere". Je me suis senti mal, je voulais retourner au Mozambique, mais j'avais besoin d'argent. Un chauffeur de taxi a vu que mon visage était en sang, [il a accepté que Ermelindo ne paye pas sur le moment] et j'ai pu aller chez ma sœur [qui régla la course] ».

La xénophobie ambiante comme les restrictions de droit au séjour ne semblent pourtant pas avoir entraîné une réduction du nombre de Mozambicains à Johannesburg. Après la fin de l'apartheid, leur insertion ne passe plus par l'industrie minière, qui a revu ses effectifs à la baisse avec sa mécanisation croissante et s'est vue imposer par les syndicats et le gouvernement de recruter préférentiellement une main-d'œuvre nationale. Elle se fait maintenant principalement par leur participation à une économie informelle en tant que manœuvres dans le bâtiment, employés dans le commerce ou la restauration, agents de sécurité, vendeurs de rue (*hawkers*), coiffeurs, mécaniciens et chargés de tous les « petits boulots » que procure la métropole. Un changement économique d'importance s'opère effectivement de manière concomitante en Afrique du Sud avec le passage d'une économie fordiste centrée sur le secteur minier à une

économie davantage tournée vers le secteur des services où décline la part de l'emploi industriel (Bénit & Gervais-Lambony 2003). S'adaptant à ces évolutions, les Mozambicains ne se concentrent plus dans les *compounds* où ils vivaient à proximité des mines. Ils résident maintenant à l'intérieur de Johannesburg, dans des endroits aussi variés que l'*inner-city* et les quartiers péricentraux quittés par les Blancs, les townships et les bidonvilles qui croissent aux marges de la ville⁸.

L'*inner-city* de Johannesburg depuis le Carlton Center
Afrique du Sud, 2007 (cl. Dominique Vidal)

8. À Johannesburg, on peut trouver des Mozambicains dans la plupart des zones où vivent des Noirs sud-africains pauvres, sans qu'il soit pour autant possible, faute de données statistiques précises, de les dénombrer ou d'en indiquer la distribution spatiale exacte. Leur présence est toutefois notoirement plus importante dans les quartiers de Bertrams, Troyeville, Rosettenville et La Rochelle, où résident également des Sud-Africains blancs d'origine portugaise. Beaucoup de Mozambicains se sont aussi établis dans les townships d'Alexandra et, surtout, de Soweto. Depuis l'apartheid, Soweto comprend un espace spécifique, destiné à l'origine à la population noire selon une répartition ethnique, où se sont rassemblés les Shangaan originaires du nord de l'Afrique du Sud. À la différence des townships qui furent donc, sous l'apartheid, des zones délimitées par le pouvoir blanc pour être les lieux de résidence imposés aux groupes raciaux (Noirs, *Indians* et *Coloured*) ségrégués légalement, des bidonvilles sont apparus parallèlement hors de toute planification officielle, même si l'action publique a pu par la suite s'exercer sur certains d'entre eux.

Il s'ensuit par ailleurs une modification dans la nature de leurs rapports avec les autorités. La plupart des migrants mozambicains sont des clandestins sans papiers, devant faire tout leur possible pour échapper à une arrestation qui, après quelques semaines en centre de rétention, débouche inmanquablement sur une reconduite à la frontière. Nous verrons plus loin comment ils y parviennent. Certains réussissent à se mettre définitivement à l'abri en obtenant de faux papiers d'identité sud-africains, à condition toutefois qu'ils aient acquis une maîtrise suffisante des langues parlées en Afrique du Sud pour ne pas être démasqués. Sans être fréquente, la situation n'est pas rare, bien qu'impossible à quantifier. C'est par exemple le cas de ce tenancier d'une petite taverne à Soweto, originaire d'un quartier périphérique de Maputo et arrivé comme mineur à Johannesburg au début des années 1980 dans le cadre du *labour migrant system*. Je l'ai connu par hasard, alors que je buvais une bière dans son établissement. En l'entendant échanger en portugais avec un client, je lui demandai où il avait appris cette langue et il me raconta son histoire : il avait abandonné son prénom João après avoir quitté la mine où il travaillait, las des mineurs sud-africains qui y accusaient les étrangers de briser les grèves pendant la lutte contre l'apartheid. C'est pourtant l'un de ses rares amis sud-africains qui lui permit d'acheter à Germiston, ville minière près de Johannesburg, des papiers d'identité qui firent de lui un Sud-Africain. Cet ami l'emmena à Soweto, où il rencontra sa femme, une Sud-Africaine originaire de la province du Limpopo, avec laquelle il tient aujourd'hui cette taverne dont peu de clients, selon lui, savent ou se soucient du fait qu'il soit né au Mozambique.

S'installer durablement à Johannesburg plutôt que de retourner sur sa terre natale ou de faire des allers-retours entre les deux pays n'est toutefois le choix que d'une minorité de Mozambicains. L'hostilité à leur rencontre de la part des Sud-Africains et la préférence pour les modes de vie du Mozambique en conduisent beaucoup à quitter l'Afrique du Sud sitôt qu'ils ont épargné suffisamment pour acheter une maison et s'établir à leur compte à Maputo⁹. La perspective de ne rester à Johannesburg que

9. À la différence de ce qui a été fréquemment documenté ailleurs en Afrique où le groupe de parenté prend à sa charge le paiement du transport et/ou du passeur, la proximité du sud du Mozambique et de Johannesburg n'oblige pas les candidats à la migration à compter sur ce type de soutien. Les jeunes de Maputo se contentent souvent d'économiser de quoi payer le minibus qui les conduit jusqu'à la frontière, avant d'en prendre un autre pour la métropole sud-africaine. Quand ils n'ont pas assez d'argent pour voyager en Afrique du Sud, ils travaillent généralement comme ouvriers agricoles dans les plantations du Mpumalanga, situées de l'autre côté de la frontière, le temps d'épargner suffisamment. Pour cette raison, ils se sentent moins redevables à leur parenté et envoient régulièrement à leurs compagnes et à leurs parents une partie de ce qu'ils ont gagné à Johannesburg.

le temps d'amasser suffisamment pour pouvoir repartir demeure donc la plus répandue : « La vie à Johannesburg, c'est que pour l'argent », « Ici, c'est une zone commerciale », « Je repars chez moi dès que j'en ai assez en poche », répondent d'ordinaire ces migrants dès qu'on les interroge sur leur vie dans la métropole et sur leurs projets. La fin de la guerre civile et la forte croissance économique que connaît le Mozambique aujourd'hui leur laissent du reste entrevoir un avenir autrement plus heureux que celui que pouvaient espérer les générations précédentes, confrontées à la domination coloniale, à la guerre et à la misère. En revanche, lorsque leurs revenus ne leur permettent pas de revenir définitivement, la plupart des Mozambicains ne rentrent que pour quelques semaines au pays pour faire profiter les leurs de leurs maigres économies, ou bien se résignent à demeurer à Johannesburg, en gardant l'espoir d'un retour rapide.

On voit donc que depuis l'époque où le *labour migrant system* organisait la migration temporaire des Mozambicains, les pratiques migratoires n'ont rien perdu de leur caractère provisoire, quand bien même il ne reste plus que quelques dizaines de milliers de mineurs mozambicains à travailler dans ce cadre. Ainsi, le fait qu'en 1995 une majorité de ceux qui justifiaient de plus de dix ans d'ancienneté ait refusé les titres de résidence permanente auxquels ils avaient droit illustre bien cette volonté de pouvoir conserver la possibilité de revenir au Mozambique quand ils le souhaitent (De Vletter 1998).

Les dispositions progressivement adoptées par les autorités sud-africaines depuis la fin de l'apartheid ont, selon nous, contribué à ce que les mobilités entre les deux pays satisfassent aux exigences de l'économie post-fordiste qui s'est édifiée sur fond de déclin de l'industrie minière. Alors que Michael Burawoy prédisait, dans un article célèbre publié il y a quarante ans (1976), que le capitalisme sud-africain serait inévitablement contraint de renoncer à la main-d'œuvre migrante en raison de l'accroissement de son coût, provoqué notamment par l'indépendance du Mozambique, rien de tel ne s'est pourtant produit. Au contraire, l'économie sud-africaine, en particulier à Johannesburg, reposant de plus en plus sur le commerce transnational et le secteur informel, la présence des migrants étrangers s'avère finalement importante pour la croissance. La construction d'infrastructures routières, ferroviaires et portuaires dans le cadre du projet *Maputo Development Corridor* traduit ainsi la volonté d'intensifier les échanges au sein de la Communauté de développement d'Afrique australe (SADC) (Söderbaum & Taylor 2003). Toujours dans cet esprit, un accord passé en 2005 entre l'Afrique du Sud et le Mozambique facilite maintenant les mobilités entre les deux pays, en assouplissant les conditions de séjour et de travail des Mozambicains chez leur puissant

voisin. Ceux-ci peuvent désormais bénéficier de visas d'une durée maximale d'un mois, lesquels leur permettent de séjourner temporairement en Afrique du Sud sans risquer une expulsion. Forts de ce nouveau cadre juridique, les gouvernements des deux pays comme les entreprises sud-africaines tirent donc profit du travail et de l'argent des migrants.

Cette nouvelle contrainte légale imposée aux conditions de séjour en Afrique du Sud amène toutefois les jeunes générations mozambicaines à se représenter le temps passé en migration comme la continuation de l'expérience que faisaient leurs aînés quand ils s'en allaient travailler dans les mines : partir pour Johannesburg peut à nouveau être vécu comme une promesse de vie meilleure une fois de retour. Quand les jeunes migrants évoquent ce qui les a poussés à quitter leur pays, il est ainsi courant de les entendre expliquer, en quelques mots énoncés sur le mode de l'évidence, qu'ils n'ont fait que suivre la route tracée par leurs aînés : « Mon père est allé en Afrique du Sud, et mon grand-père est allé en Afrique du Sud, il y a toujours eu des Mozambicains en Afrique du Sud » ; « Mon père et mes oncles ont travaillé dans les mines » ; « Mes frères étaient déjà en Afrique du Sud, je voulais connaître aussi ».

Le Mozambicain qui gagne sa vie en faisant des « affaires » (*negócios*) remplace donc peu à peu le mineur comme modèle de réussite sans que ce dernier cesse pour autant d'être présent en filigrane. Seule une poignée de Mozambicains – généralement dotés d'une qualification en électricité ou en mécanique – parvient encore de temps à autre à trouver un emploi dans l'industrie minière qui, même si l'on sait qu'elle réserve un travail pénible et dangereux, procure des revenus réguliers et importants au regard de ce que gagnent la plupart des gens à Maputo. Mais, quelle que soit leur activité en Afrique du Sud, tous espèrent faire comme ces anciens mineurs qui, à leur retour définitif, accédaient à un travail indépendant, en ouvrant un petit commerce de quartier qui faisait vivre leur famille. C'est cet objectif que Paul, trente-six ans, est, par exemple, parvenu à atteindre dans le quartier George Dimitrov de Maputo, où il a grandi. Après huit années passées à travailler comme manœuvre sur des chantiers à Johannesburg, il avait suffisamment économisé pour ouvrir une épicerie à son retour à Maputo, il y a sept ans et « pour toujours » affirme-t-il :

« Je n'ai pas pu aller à la mine comme mon père, on n'embauchait pas les Mozambicains, mais j'ai fait autre chose. J'ai travaillé dans le bâtiment, j'ai beaucoup travaillé. Je ne sortais jamais, je ne buvais pas, je n'allais pas voir les femmes, j'ai économisé sou à sou, et j'ai pu ouvrir mon commerce. Aujourd'hui, je vis avec ma femme et mes [deux] enfants ».

À Johannesburg, les migrants du Mozambique vivent et travaillent dans des périmètres spatiaux restreints. C'est là qu'ils tissent les liens indispensables pour se prémunir contre la criminalité ambiante et l'hostilité des forces de police. L'étude des trajectoires migratoires révèle en effet que les arrestations suivies de reconduites à la frontière concernent surtout les Mozambicains rendus plus vulnérables par le fait qu'ils ne connaissent la ville que depuis moins de deux ans. Des lieux de résidence et de travail dépendent donc les conditions de vie en migration.

L'invisibilité plutôt que l'action collective

Les Mozambicains ont beau former la population d'origine étrangère la plus nombreuse et la plus ancienne de Johannesburg, la métropole ne possède pas de quartier à dominante mozambicaine, ni même de rue où ils seraient majoritaires, soit ce que les études urbaines nomment une « enclave », urbaine ou ethnique (Abrahamson 2005 [1996]). La section du township d'Alexandra que les médias ont affublé du nom de « Little Maputo » ne compte ainsi qu'une dizaine d'habitations de migrants originaires du Mozambique, parmi les baraques en tôle où résident pour l'essentiel des Sud-Africains venus des zones rurales. Contrairement aux ressortissants des deux Congo à Yeoville, aux Somaliens autour de la mosquée de Bertrams et aux Africains de l'Ouest très présents à Hillbrow, les migrants du Mozambique ne se regroupent donc pas délibérément dans un quartier de la ville et ne cherchent pas à se rendre visibles. S'il existe bien des commerces, des bars et quelques églises avec en façade un drapeau du Mozambique ou des annonces en portugais, ces endroits restent disséminés et n'attirent pas particulièrement de compatriotes dans leur voisinage. À la différence de ce que l'on observe chez tous les autres migrants issus du reste du continent, les Mozambicains ne s'organisent pas non plus en associations communautaires pour défendre leurs intérêts. Ceux d'entre eux censés les représenter ne disposent dans les faits d'aucune audience réelle et tirent des revenus de leur rôle d'intermédiaires entre les sans-papiers, le consulat du Mozambique et les institutions sud-africaines. D'ailleurs, les Mozambicains ne forment même pas ce que l'on appelle une « niche ethnique » pour désigner des secteurs de l'économie où domine un groupe spécifique de migrants (Wilson & Portes 1980 ; Waldinger 1993). On les retrouve en nombre dans une multitude d'occupations, mais sans que jamais ils ne soient en mesure de structurer ou de peser sur une activité économique, hormis la poignée de ceux d'entre eux qui se livrent au commerce, légal ou de contrebande, avec le Mozambique.

La faiblesse des liens qui unissent les migrants du Mozambique à Johannesburg ne les empêche pas de revendiquer leur appartenance à un même groupe. L'expérience de la xénophobie les conduit à éprouver des sentiments partagés, comme ceux d'une origine et de valeurs communes, à l'instar de ce que Max Weber a nommé un processus de « communalisation » pour désigner la formation d'un groupe autour de sentiments communs ou l'adhésion à une même tradition (Weber 1971 [1922]). Mais si cette dynamique identitaire leur sert avant tout à se démarquer de façon positive des Noirs sud-africains, le groupe ethnique n'apparaît qu'en creux sans posséder de consistance suffisante pour amener les Mozambicains à s'engager dans une action collective (Vidal 2014). La logique de l'intérêt individuel l'emporte chez eux sur la conscience ethnique (Bastienier 2004), car le sentiment d'appartenance à un même groupe fonctionne principalement comme une ressource dans leur construction de l'identité personnelle. Ces migrants puisent en effet dans les valeurs culturelles et la supériorité morale qu'ils attribuent aux Mozambicains les éléments qui leur permettent de refuser leur infériorisation sociale¹⁰. Aucune pratique collective n'en résulte, si ce n'est celle qui consiste justement à entretenir discursivement la frontière ethnique du groupe dans les discussions sur les Sud-Africains qu'ils ont entre eux quand ils se rencontrent à l'occasion.

Nous pouvons avancer ici trois explications à ce refus des migrants du Mozambique à s'organiser autour d'une vie communautaire. La première tient simplement à la proximité géographique entre la région de Maputo, dont l'écrasante majorité de ces migrants est originaire, et la métropole sud-africaine. Venus sans aucune intention de s'installer durablement et assurés de pouvoir faire facilement des allers et retours entre les deux villes, ils ne ressentent pas le besoin de se mobiliser pour consolider leur présence. La deuxième explication réside dans la faible confiance en autrui qui les caractérise. Tout au long de l'enquête, j'ai ainsi constaté maintes fois la méfiance dont ces migrants font preuve même envers leurs compatriotes, et ce, qu'ils viennent du même quartier de Maputo, qu'ils aient partagé un temps un logement ou travaillé ensemble. En atteste, par exemple, la dislocation fréquente et rapide des petits groupes qui étaient partis ensemble de Maputo. Ou encore ces propos de Jorge, entendus souvent presque à l'identique dans la bouche d'autres migrants : « C'est

10. Ils mettent en particulier en avant leur ardeur et leur honnêteté au travail, qui amèneraient les employeurs à les préférer aux Noirs sud-africains, l'éducation rigoureuse qu'ils donnent à leurs enfants, ainsi que leur refus du tribalisme, qui mine, selon eux, l'Afrique du Sud en opposant les Sotho, les Zulu et les Xhosa.

mieux de ne rien dire, même à un autre Mozambicain, il n'y a pas d'amis à Johannesburg ». Les données de l'African Cities Project ont largement corroboré ce constat : aux propositions « En général, je fais confiance aux gens de mon groupe ethnique (ou de ma tribu) », « En général, je fais confiance aux étrangers vivant en Afrique du Sud » et « En général, je fais confiance aux gens de mon pays d'origine vivant en Afrique du Sud », les migrants mozambicains interrogés ont ainsi plus souvent répondu par la négative que les Congolais, les Somaliens et les Sud-Africains (Gindrey 2010). La troisième explication enfin, liée à la précédente, renvoie à une logique d'action qui trouve ses racines au Mozambique. Elle découle de la faiblesse des pratiques d'auto-organisation dans la région de Maputo, où l'encadrement politique de la population par le pouvoir, depuis l'indépendance, les pousse à privilégier des comportements soit individualistes, soit centrés sur le groupe de parenté. En sorte que les réponses que ces hommes donnent à l'adversité ne passent pas plus à Johannesburg qu'à Maputo par l'action collective, mais par la recherche de solutions individuelles et d'ententes au niveau microlocal.

Comment ces migrants mozambicains, sans territoire où se retrouver, ni organisation pour les défendre, parviennent-ils à échapper aux dangers qui les guettent dans une ville aussi peu hospitalière pour l'étranger africain pauvre ? Une première réponse réside dans leur recherche d'invisibilité. Celle-ci est facilitée par leur apparence physique : d'une couleur de peau semblable à celle des Noirs sud-africains, ils peuvent en effet se fondre dans la population des rues, alors que la police repère aisément les Africains de l'Ouest, dont la peau est plus foncée. Beaucoup consacrent aussi leurs premiers achats à s'habiller en fonction de la mode en cours à Johannesburg, pour ne pas paraître des rustaude à peine débarqués en ville. Goguenard, Geraldo, vingt-six ans, se souvient avoir acheté de seconde main des baskets Converse déjà portées et un jean Levi's usé pour se faire passer pour un Sud-Africain : « Je marchais comme ça », raconte-t-il en redressant les épaules le regard fier, « je voulais qu'on pense que j'étais de Soweto, je ne voulais pas qu'on sache que j'étais un Mozambicain ». La proximité entre les langues parlées au sud du Mozambique et l'*isiZulu* leur permet de même de pouvoir se faire passer pour des Sud-Africains, une fois apprises quelques expressions d'usage courant. L'acquisition de compétences linguistiques minimales, plus difficile pour les migrants africains dont la langue maternelle n'appartient pas au groupe linguistique nguni, limite ainsi les risques d'arrestation. Dans leur traque aux clandestins, les policiers en civil utilisent en effet une technique d'identification consistant à soumettre un suspect à un schibboleth, puis à écouter la réponse qu'il fera en *isiZulu*.

La crainte d'être arrêté ou agressé pousse les migrants du Mozambique à se replier sur leur lieu de résidence et à ne fréquenter qu'un nombre restreint d'endroits pour travailler, se divertir et s'approvisionner. Il est ainsi frappant de constater qu'il en est ainsi même pour ceux qui vivent à Johannesburg depuis vingt ans. La quasi-totalité des Mozambicains que j'ai rencontrés ne parvenaient pas à situer les lieux les plus connus de l'agglomération les uns par rapport aux autres et étaient bien incapables de se repérer en dehors de leur quartier. Cette vie confinée, tellement éloignée de l'expérience migratoire qu'ils ont vécue, révèle combien ils se sentent vulnérables dans la métropole sud-africaine. C'est le cas, par exemple, de Wilson et Joana, un couple originaire de Maputo résidant dans le township de Soweto. Ils y louent depuis quatre ans et demi une pièce dans un bâtiment d'arrière-cour, qui abrite trois autres familles sud-africaines venues de la province du Limpopo. Wilson vend des casquettes et des chaussettes sur un trottoir du centre-ville, du lundi au samedi ; Joana gagne un peu d'argent le dimanche en tressant les cheveux de voisines et consacre le reste de son temps à s'occuper de ses fils en bas âge. Au cours de ces quatre dernières années, elle n'a quitté la partie de Soweto où ils habitent qu'à trois reprises pour rendre visite à ses parents à Maputo. Elle n'en éprouve pas le besoin d'ailleurs : « À Soweto, il y a tout. En ville, je n'aime pas. Il y a beaucoup d'agitation, beaucoup de voleurs. C'est mieux de rester à Soweto ». Mais elle ne fait là que répéter ce qu'elle a entendu dire, car, je l'apprendrai à une autre occasion, son mari n'a jamais accepté qu'elle mette les pieds dans l'*inner-city*. De son côté, même s'il y passe l'essentiel de ses journées, Wilson connaît à peine mieux la ville que sa femme. Il n'a changé d'emplacement qu'à trois reprises depuis qu'il a commencé à vendre ses marchandises, et encore est-il toujours resté dans le même secteur, coïncé entre la gare routière et Joubert Park. Quant à Soweto même, Wilson et Joana ne connaissent que les habitants des maisons du voisinage immédiat, ainsi que quelques familles mozambicaines à proximité.

L'*inner-city* et les quartiers péricentraux de Johannesburg ne sont donc pas plus sûrs que les townships et les bidonvilles. Rares sont les habitants qui se hasardent seuls loin de chez eux. Les migrants du Mozambique ne faisant pas exception, ils vivent donc dans un petit périmètre autour de leur lieu de résidence, ou entre celui-ci et leur lieu de travail qu'ils préfèrent quitter avant la tombée de la nuit. Les soirs de fin de semaine, seul les plus jeunes d'entre eux se risquent à fréquenter les boîtes de nuit du centre-ville et des quartiers adjacents. Pour les autres, le temps hors

travail se passe chez soi, dans des petites pièces cloisonnées par des draps et surchargées d'objets hétéroclites, à l'intérieur de maisons que les propriétaires sud-africains ne visitent plus que pour encaisser des loyers, quand ils ne confient pas cette tâche à un intermédiaire affublé du titre de *caretaker*, qui gère aussi les parties communes de ces habitations surpeuplées.

Le comportement des Mozambicains ne diffère pas foncièrement de celui des Sud-Africains pauvres qui, eux aussi, ne laissent le plus souvent leur rue que pour aller travailler ou passer quelques jours dans le village dont ils sont originaires. L'environnement est pour ces derniers pareillement hostile dès qu'il ne fait plus jour¹¹. Que ce soit pour les étrangers ou pour les nationaux, emprunter une rue où l'on n'est pas connu et paraître vulnérable augmentent donc la probabilité d'être attaqués comme en ont parfois fait l'amère expérience ceux qui étaient passés par une rue différente de celle prise à l'accoutumée¹². À la différence toutefois de ce qui s'observe fréquemment chez les Sud-Africains venus des zones rurales, les migrants du Mozambique ne se rassemblent pas, comme on l'a vu, entre originaires de la même région. Les seuls regroupements vont rarement au-delà du partage d'un appartement ou d'un baraquement. Sur leur lieu de résidence, ils dépendent pour cette raison de la qualité des relations qu'ils établissent avec leurs voisins. Cette politique de bon voisinage leur permet peu à peu de construire une position relativement stable et protégée dans un univers où la xénophobie et la criminalité font partie des choses les mieux partagées.

Pour s'en faire une meilleure idée, intéressons-nous de plus près au *yard*, l'espace formé par l'arrière-cour ou le devant immédiat, sur lequel sont construits des baraquements à côté d'une habitation principale. La consolidation progressive de l'inscription des migrants dans l'espace métropolitain repose en partie sur ce minuscule socle sociospatial. Durant la journée ou pendant un séjour au Mozambique, le propriétaire du lieu veille à ce que les baraques des migrants ne soient pas cambriolées en leur absence, c'est pourquoi les Mozambicains s'accordent sur la sécurité que représente le fait de résider sur la parcelle d'un Sud-Africain installé de longue date dans un township. Après l'apartheid et l'affaiblissement des *civics*

11. Pour une analyse de l'insécurité au quotidien dans le Johannesburg post-apartheid, cf. Ingrid Palmary, Janine Rauch & Graeme Simpson (2003) et Adam Ashforth (2005).

12. Ces mésaventures sont sans doute aussi vieilles que les townships de Johannesburg (Glaser 2000). Dans une enquête sur les migrantes rurales de Phokeng dans la North West Province, une résidente d'Alexandra se souvient que, en 1941, son mari avait été brutalement agressé, car « au lieu de prendre le même chemin au retour, il a décidé d'en prendre un différent » (Bozzoli & Nkotsae 1991 : 154).

Couple de migrants mozambicains dans le *yard* où ils vivent à Soweto
Johannesburg (Afrique du Sud), 2007 (cl. Dominique Vidal)

– les organisations qui encadraient politiquement la population des townships et s’employaient à endiguer la délinquance – ce sont les propriétaires qui sont effectivement chargés de maintenir un certain ordre collectif dans les lieux, rendant les locataires plus dépendants d’eux qu’auparavant (Bank 2005). Une fois revenus du travail, les migrants passent une bonne partie de leur temps libre dans le *yard* à se reposer dans leur chambre, à faire un peu de lessive et à discuter avec les voisins. Une sociabilité locale faite de bières partagées et de menus services s’instaure peu à peu de la sorte. Perequito, trente ans, vit ainsi à Soweto depuis bientôt huit ans dans une cabane de tôle qu’il loue à une propriétaire, laquelle réside avec ses deux fils adultes dans la maison principale. Comme sa femme, qui l’a rejoint voici quatre ans depuis Maputo, il est sans papiers mais ne s’en inquiète pas particulièrement, m’expliquant que :

« Nous sommes connus du voisinage, nous sommes amis de tout le monde. Je connais la police, je les salue [...]. Si je suis expulsé, je repasse la frontière. Personne ne va me voler, personne ne va faire de problèmes à ma femme ».

Des paroles confirmées par les fils de sa propriétaire, mais sans que cela ne les empêche pour autant de tenir, en sa présence, des propos xénophobes sur les Mozambicains en général. Quand je leur demande pourquoi, dans ces conditions, ils se disent amis de Perequito, la réponse fuse instantanément :

« Perequito, c’est différent. Perequito est mozambicain, mais c’est un ami, on le connaît, on boit des bières avec lui, on se marre avec lui, c’est différent ».

Une fois inscrits dans les échanges qui s'organisent à partir du *yard* et se prolongent alentour, jusqu'à l'épicerie et la taverne de la rue notamment, les migrants mozambicains ne semblent donc pas rencontrer plus de difficultés que les Sud-Africains dans leur vie quotidienne. Un ivrogne peut bien à l'occasion les traiter avec mépris de *Makwerekwere*, mais l'incident va rarement au-delà dans les endroits où ils sont connus. Il est vrai que pour bénéficier d'une meilleure protection locale, il leur faut toutefois, comme beaucoup d'habitants des townships de Johannesburg, accepter de se plier aux *desiderata* des voyous qui fréquentent les lieux, en leur offrant une bière ou en leur glissant un billet. C'est, explique-t-on, le prix à payer et, aussi désagréable cela soit-il quand l'argent est compté, l'ordre des choses avec lequel on doit composer. L'équilibre ainsi trouvé n'en reste pas moins fragile et peut être rompu à tout moment par un changement dans la composition du voisinage ou par un événement soudain qui rappelle aux Sud-Africains du quartier que celui qui s'était fait accepter comme un bon voisin fait partie de ces *Makwerekwere* auxquels on impute toutes les difficultés de l'Afrique du Sud. Pour cette raison, chaque vague d'émeute xénophobe a contraint de nombreux Mozambicains à renoncer à vivre, temporairement ou définitivement, dans ces lieux où ils avaient su trouver une place. C'est d'ailleurs aussi pourquoi la stabilité conquise dans ce type de périmètre ne se consolide jamais au point de se transmettre de génération en génération, ni au point de donner lieu à la constitution d'une enclave mozambicaine.

Cette politique de bon voisinage des Mozambicains montre combien, pour les citadins les plus vulnérables, la stabilisation de la vie en ville passe pour beaucoup par la teneur des liens qu'ils parviennent à établir sur le lieu de résidence. Il ne s'agit cependant pas, par ce constat éminemment banal dans les études urbaines, de prolonger un débat sur la nature des relations sociales en ville lancé par les sociologues de Chicago au début du XX^e siècle. Ces derniers s'interrogeaient alors, on le sait, sur les transformations provoquées par le mode de vie urbain avec le modèle de la communauté villageoise comme point de référence. Cette question n'a pas vraiment de sens à propos des formes de vie en ville d'individus qui, comme ces migrants du Mozambique, n'ont généralement jamais connu le monde de la société traditionnelle. Le voisinage immédiat n'en constitue pas moins un support essentiel pour eux, quand bien même leurs relations de voisinage sont d'intensité limitée et empreintes de méfiance. Mais celles-ci ont beau ne ressembler en rien à celles qui existent dans des groupes très intégrés, elles révèlent aussi que l'espace de la métropole n'est pas nécessairement celui qui voit la fin du voisinage là où la mobilité croît, où les pratiques s'individualisent et où la vie des citadins

dépend de moins en moins de la proximité spatiale¹³. Pour ces migrants au contraire, et aussi déroutante soit son étendue, la ville se vit d'abord à de petites échelles qui offrent une emprise tangible aux citoyens les plus vulnérables socialement.

Travailler hors la loi

Le lieu de travail est un autre cadre sociospatial où un migrant étranger peut espérer stabiliser sa situation en se faisant reconnaître comme un interlocuteur digne de confiance, sur lequel on compte. Quand ils sont employés comme manutentionnaires pour un magasin, hommes de ménage dans un bar, manœuvres sur un chantier ou, encore, jardiniers ou gardiens pour des particuliers, les migrants du Mozambique parviennent ainsi, au fil du temps, à devenir des travailleurs appréciés des Sud-Africains avec lesquels ils interagissent quotidiennement. Leurs employeurs peuvent intercéder en leur faveur, par exemple auprès de la police, notamment en payant le pot-de-vin qui les fera libérer quand ils ont été arrêtés pour infraction à la législation sur le séjour des étrangers. Ce fut le cas pour Tomás, employé d'une épicerie du quartier de Bertrams tenue par des Portugais arrivés de Madère dans les années 1960, qui a échappé à son transfert vers le centre de rétention de Lindela après que son patron est venu glisser quelques billets aux policiers qui l'avaient pris sans titre de séjour. Sur le lieu de travail, la loi opère pourtant de façon sensiblement différente que sur le lieu de résidence. La stabilité obtenue dans le cadre du travail s'acquiert au prix de l'acceptation de rémunérations généralement inférieures à celles versées aux Sud-Africains pour les mêmes emplois, de l'absence de contrats de travail et d'un renoncement tacite à toute protection sociale. Bien peu de Mozambicains songent d'ailleurs à bénéficier de droits sociaux et, si la police s'emploie à poursuivre les sans-papiers, elle n'inquiète que très rarement les employeurs pour les conditions de travail qu'ils réservent aux étrangers.

Le commerce de rue dans l'*inner-city* de Johannesburg révèle d'autres formes d'arrangements avec la loi illustrant la vie en ville des migrants. Ce centre-ville historique, qui était peuplé à 95 % par des Blancs à la fin des années 1970 et qui n'en compte aujourd'hui qu'à peine 5 %, accueille des vendeurs de rue (*hawkers*), souvent originaires d'autres pays d'Afrique, qui écoulent les marchandises les plus diverses sur ses trottoirs. Bien que dépeint comme un lieu de dégradation et de désolation, l'*inner-city* traduit le fait que la ville ne se réduit pas à des formes matérielles et institutionnelles précises contrairement aux discours qui diagnostiquent sa disparition

13. Sur ce thème, cf. François Ascher (1995).

là où l'espace apparaît échapper à l'emprise politico-administrative. À Johannesburg comme ailleurs, l'urbanité résulte aussi des interactions qui se nouent au quotidien entre ceux qui y vivent et la font par leurs pratiques (Agier 1999 ; Simone 2004 ; Vertovec 2015). Car, sur ces trottoirs de l'*inner-city*, le désordre apparent n'est qu'impression. Il y règne en effet un ordre fragile, mais réel, que seul celui qui les emprunte régulièrement peut percevoir. Cet ordre tient bien moins aux efforts des pouvoirs publics qui cherchent à formaliser le commerce de rue ou à l'action de la police qui saisit de temps à autre les biens des *hawkers*, qu'à l'entente minimale qui s'établit entre ces derniers. Chaque *hawker* doit se faire une place dans la multitude et tenir son affaire sur un espace qui dépasse rarement le mètre carré. Les nouveaux venus s'installent où il reste une place libre, repoussés toujours un peu plus loin des lieux les plus fréquentés, à moins qu'un autre *hawker* de leur connaissance ne les parraine là où lui-même a su faire son trou. Les liens de coopération que tissent les *hawkers* n'en font certes pas des groupes solides. À l'exception de bières bues après le travail, ils ne se voient quasiment jamais la journée terminée. Mais une confiance minimale existe entre eux et permet à chacun de stabiliser sa position. Quand l'un s'absente momentanément, il sait que ses voisins surveillent son stand. Face aux petits voleurs qui déambulent, ils se prêtent aussi main-forte pour s'opposer aux tentatives de vol à l'arraché.

Ces cadres sociospatiaux ne possèdent pas, en revanche, une solidité suffisante pour que les *hawkers* puissent jouer, dans les rues de l'*inner-city*, le rôle de « personnage public » (*public character*), au sens que Jane Jacobs (1961) a donné à cette expression pour parler des hommes qui travaillaient sur les trottoirs de Greenwich Village dans le New York des années 1950. À la différence de ces derniers, ils ne sont pas « les yeux et les oreilles de la rue », recherchant volontairement le contact avec le plus grand nombre de personnes, recueillant des informations auprès des uns et des autres, et contribuant, de ce fait, à assurer une sécurité et une vie collective sur les petits espaces sur lesquels ils rayonnent. À ce titre, les contraintes qu'exercent sur les *hawkers* tant la criminalité que la crainte

Cordonnier mozambicain au travail sur un trottoir de Bree Street dans l'*inner-city* de Johannesburg
Afrique du Sud, 2005 (cl. Dominique Vidal)

de la police les empêchent d'endosser un tel rôle de garants de l'espace public. Trop occupés par l'attente du chaland et la peur de voir leur stock confisqué, ils ne s'intéressent vraiment qu'à ce qui les concerne immédiatement : écouler leurs produits et sauvegarder leurs biens¹⁴. Les *hawkers* n'en forment pas moins de petits ordres sociaux contigus et sans cloisons les uns entre les autres, et celui qui emprunte chaque jour le même chemin trouve en eux des repères humains dans un univers peu accueillant. Ils contribuent en cela à doter d'un ordre minimal ces espaces incertains, au contraire de ce qu'en disent les pouvoirs publics et les commerçants de l'économie formelle, qui les considèrent avant tout comme des vecteurs de désordre et des concurrents déloyaux.

Pour les migrants du Mozambique, la loi n'est pas synonyme de stabilisation qui pourrait un jour leur faire espérer une installation définitive dans la ville, ce que la grande majorité, on l'a vu, n'envisage pas. On n'observe pas chez ceux d'entre eux qui n'ont pas de titre de séjour une « citoyenneté précaire mais normalisée », comme le fait Sébastien Chauvin à propos des sans-papiers hispaniques à Chicago (2010). Ceux-ci, montre-t-il, connaissent dans la capitale de l'Illinois un « régime d'illégalité » normalisé par les différents acteurs économiques et administratifs qui, en les laissant jouir de certains droits, ne les réduit jamais à l'état de non-citoyens, mais les constitue en une couche de « sous-citoyens » que la perspective lointaine de la régularisation encourage à l'autodiscipline et à la docilité. Rien de tel chez les migrants du Mozambique à Johannesburg. Ceux qui y sont sans papiers, s'il leur arrive à l'occasion de bénéficier de programmes sociaux ou de l'intervention de la police lors d'agressions xénophobes, ne s'y vivent pas comme des porteurs de droits, pas plus qu'ils ne se projettent dans l'avenir d'une vie stabilisée par un titre de séjour. La précarité est un quotidien auquel ils se résignent, en espérant l'affaire qui leur permettra de regagner le Mozambique et en redoutant l'arrestation ou le vol qui les contraindra à repartir de zéro, que ce soit en refranchissant la frontière ou en acceptant les tâches les plus ingrates.

14. À cet égard, les formes de coopération entre vendeurs de rue dans l'*inner-city* sont de toute évidence plus fragiles que celles, plus stabilisées, observées dans des quartiers voisins comme Yeoville et Hillbrow, où les relations entre Sud-Africains et migrants étrangers originaires des deux Congo, du Nigeria et d'Afrique de l'Ouest font l'objet de négociations et d'équilibres plus formalisés (Palomares & Quiminal 2012 ; Matshediso & Wafer 2015).

Les études migratoires ont insisté sur l'importance du contexte d'arrivée pour comprendre ce que vivent les migrants et leurs descendants. Cet article ne remet pas en question cet acquis de la recherche qui dément les explications culturalistes des pratiques de ceux qui n'ont souvent pour seule possibilité que de s'adapter coûte que coûte aux conditions que leur réserve le pays de réception. Il invite néanmoins, pour comprendre l'expérience migratoire, à tenir compte des cadres politiques qui définissent aussi bien des ensembles géographiques excédant le cadre national que des micro-arrangements permettant de vivre la migration sur un mode singulier. À la différence d'une forme radicale de transnationalisme, il ne considère pas toutefois que les migrants évoluent dans des espaces où les dispositifs politiques n'auraient sur eux guère plus d'effets que sur les nationaux ou ceux qui ne franchissent pas les frontières d'États. Il rappelle bien au contraire la dimension politique des phénomènes migratoires dans le monde contemporain, que l'on se situe à l'échelle des mobilités considérées ou dans les périmètres sociospatiaux de taille réduite où se fait la vie en migration.

L'étude des migrants du Mozambique à Johannesburg met cela en évidence, en prolongeant les travaux qui ont relevé le foisonnement de sa vie urbaine depuis la fin de l'apartheid et montré que la dureté des conditions de vie n'empêche pas que ses habitants partagent des moments chaleureux jusque dans ses marges (Mbembe & Nutall 2004)¹⁵. Quelle que soit leur vulnérabilité, ce qu'ils vivent ne saurait être uniquement décrit en termes d'écrasement ou de dépossession, en ce que cette métropole offre à la plupart d'entre eux des lieux où ils peuvent stabiliser leur position et se projeter vers un avenir au Mozambique. Mais, plutôt que de partir des seules caractéristiques générales du Johannesburg post-apartheid, il faut pour en prendre toute la mesure considérer les spécificités de l'ensemble géographique plus vaste au sein duquel ils évoluent. On a, à ce propos, insisté sur l'emprise moins forte des appartenances collectives sur les individus dans la région métropolitaine de Maputo qu'en Afrique de l'Ouest. Dans le même ordre d'idées, on peut aussi relever l'absence d'organisations puissantes de migrants mozambicains pour faire exister des liens communautaires, comme ce peut être le cas pour les Mexicains aux États-Unis, souvent pris pour points de comparaison des relations entre Mozambicains et Sud-Africains. Le contrôle

15. À l'encontre de lectures de la ville africaine inspirées de grilles formées à partir des métropoles des pays du Nord, cette perspective refuse en particulier de se centrer sur la violence et les dangers bien réels qu'affrontent les citadins pour mettre en évidence la complexité et la richesse des formes urbaines et des vécus.

étroit qu'exercent les autorités politiques mozambicaines sur les quartiers de l'agglomération de Maputo d'où proviennent beaucoup de migrants dissuade en outre, on l'a vu, l'action collective et exerce de ce fait un effet sur l'expérience migratoire.

Loin de les rapprocher d'autres migrants africains et de les conduire à s'organiser, l'expérience des Mozambicains dans la métropole sud-africaine met ainsi en relief l'importance des cadres politiques dans la différenciation des populations. Le régime de l'apartheid s'est effondré, et le *labour migrant system* n'organise plus les mobilités comme il le fit pendant près d'un siècle, mais leur ombre pèse toujours sur les comportements de ces migrants qui, pour la plupart, n'envisagent, pas plus aujourd'hui qu'hier, de s'installer durablement à Johannesburg.

Comme partout où prévaut une politique migratoire restrictive, les Mozambicains en Afrique du Sud doivent être considérés comme des individus dont les mouvements dépendent grandement des États. Leur cas fait en particulier apparaître avec netteté les limites de la vulgate transnationaliste, qui voudrait que les migrants se jouent des frontières. En effet, les États, dans les formes de leur présence comme dans celles de leur absence, continuent de jouer un rôle majeur. Car, comme le fait justement remarquer Roger Waldinger, « la migration internationale produit de façon inhérente une convergence entre sociétés sans nécessairement produire une convergence entre espaces politiques » (2015 : 180). L'existence des migrants du Mozambique à Johannesburg se trouve de même insérée dans un ensemble de cadres politiques issus d'une histoire plus ou moins récente qui, en se combinant, en font une population spécifique au sein de cette métropole, quand bien même ils parviennent le plus souvent à s'y adapter vaille que vaille.

La figure du citoyen qui se dégage parmi ces migrants n'a pour cette raison que peu à voir avec celle de l'individu qui valorise l'anonymat de la grande ville pour jouer différents rôles selon les scènes sociales où il se produit. L'adversité qui domine leur vie en migration les conduit bien davantage soit à tout faire pour que leur extranéité n'attire pas l'attention, soit à se faire reconnaître comme des partenaires d'interaction intéressants dans des cercles sociaux de petite taille. À ce titre, ils subissent autant qu'ils aménagent sur une multiplicité de modes individuels les cadres politiques qui définissent leur expérience migratoire. Selon les moments, on peut sans doute voir le caractère implacable d'une pacification ou une forme de subjectivation au sens foucauldien. La diversité et la malléabilité des situations que vivent ces migrants montrent cependant que l'institution étatique, aussi contraignante soit-elle, ne parvient jamais à réguler l'expérience migratoire au point de produire des individus uniformes.

Aussi nous semble-t-il, après d'autres (Martuccelli 2010 : 165), qu'il soit préférable de manier avec prudence un vocabulaire et des cadres théoriques dont la portée heuristique reste loin d'aller de soi dans les sociétés du Sud.

Université Paris Diderot-Paris 7
Unité de recherche « Migrations et société » (URMIS)
dominique.vidal@univ-paris-diderot.fr

MOTS CLÉS/KEYWORDS : Afrique du Sud/*South Africa* – Johannesburg – post-apartheid – migration internationale/*international migration* – migrants mozambicains/*Mozambican migrants* – xénophobie/*xenophobia* – intégration/*integration* – travail clandestin/*illegal employment*.

RÉFÉRENCES CITÉES

Abrahamson, Mark

2005 [1996] *Urban Enclaves Identity and Place in the World*. New York, Macmillan.

Agier, Michel

1999 *L'Invention de la ville. Banlieues, townships, invasions et favelas*. Paris, Éd. des archives contemporaines (« Une pensée d'avance »).

Ascher, François

1995 *Métapolis ou L'avenir des villes*. Paris, Odile Jacob.

Ashforth, Adam

2005 *Witchcraft. Violence, and Democracy in South Africa*. Chicago-London, University of Chicago Press.

Bank, Leslie

2005 *Rhythms of the Yards. Urbanism, Gender, and Backyard Shack Upgrading in a South African City*. Paper presented at the Panel on « Household Welfare, Gender Roles and Labour in the Current World Order » at the Queen Elizabeth House's 50th Anniversary Conference : « New Development Threats and Promises », Oxford University.

Bastenier, Albert

2004 *Qu'est-ce qu'une société ethnique ? Ethnicité et racisme dans les sociétés européennes d'immigration*. Paris, Presses universitaires de France (« Sociologie d'aujourd'hui »).

Bénit, Claire & Philippe Gervais-Lambony

2003 « La mondialisation comme instrument politique local dans les métropoles sud-africaines (Johannesburg et Ekurhuleni) : les « pauvres » face aux « vitrines » », *Annales de géographie* 112 : 628-645.

Bozzoli, Belinda & Mmantho Nkotoso

1991 *Women of Phokeng. Consciousness, Life Strategy, and Migrancy in South Africa, 1900-1983*. Portsmouth, Heinemann.

Burawoy, Michael

1976 « The Functions and Reproduction of Migrant Labor : Comparative Material from Southern Africa and the United States », *American Journal of Sociology* 81 (5) : 1050-1087.

Castells, Manuel

1972 *La Question urbaine*. Paris, Maspéro (« Textes à l'appui »).

Chauvin, Sébastien

2010 *Les Agences de la précarité. Journaliers à Chicago*. Paris, Le Seuil (« Liber »).

Chipkin, Ivor

2007 *Do South Africans Exist ? Nationalism, Democracy, and the Identity of the People*. Johannesburg, Wits University Press.

Comaroff, Jean & John Comaroff

2001 « Naturing the Nation : Aliens, Apocalypse and the Postcolonial State », *Journal of Southern African Studies* 27 (3) : 627-651.

Coquery-Vidrovitch, Catherine

2006 « De la ville en Afrique noire », *Annales HSS* 5 : 1087-1119.

Crush, Jonathan, Alan Jeeves & David Yudelman

1991 *South Africa's Labor Empire. A History of Black Migrancy to the Gold Mines*. Cape Town, David Philip.

Crush, Jonathan, Abel Chikanda & Caroline Skinner, eds

2015 *Mean Streets. Migration, Xenophobia and Informality in South Africa*. Cape Town, International Development Research Center.

De Vletter, Fiona

1998 *Sons of Mozambique. Mozambican Miners and Post-Apartheid South Africa*. Cape Town, Southern African Migration Project.

Epstein, Arnold Leonard

1958 *Politics in an Urban African Community*. Manchester, Manchester University Press.

First, Ruth

1983 *Black Gold. The Mozambican Miner, Proletarian and Peasant*. Brighton, Harvester Press / New York, St Martin's Press.

Fourchard, Laurent & Aurelia Segatti

2015 « Introduction of Xenophobia and Citizenship : the Everyday Politics of Exclusion and Inclusion in Africa », *Africa* 85 (1) : 2-12.

Gindrey, Véronique

2010 *La Migration et la nouvelle ville africaine*. Résultats de l'enquête de la Forced Migration Studies Programme, University of Witwatersrand [www.migration.org.za].

Glaser, Clive

2000 *Bo-Tsotsi. The Youth Gangs of Soweto, 1935-1976*. Cape Town, David Philips.

Gluckman, Max

1958 *Analysis of a Social Situation in Modern Zululand*. Manchester, Manchester University Press (« Rhodes Livingstone Paper » 28).

Harries, Patrick

1994 *Work, Culture, and Identity. Migrant Laborers in Mozambique and South Africa, c. 1860-1910*. Johannesburg, Witwatersrand University Press.

2003 « Histoire urbaine de l'Afrique du Sud : nouveaux axes de réflexions », *Le Mouvement social* 204 : 17-33.

Hayem, Judith

2013 « From May 2008 to 2011 : Xenophobic Violence and National Subjectivity in South Africa », *Journal of Southern African Studies* 39 (1) : 77-97.

Jacobs, Jane

1961 *The Death and Life of Great American Cities*. New York, Vintage.

Landau, Loren B.

2006 « Transplants and Transients : Idioms of Belonging and Dislocation in Inner-City Johannesburg », *African Studies Review* 49 (2) : 125-145.

2014 « Conviviality, Rights, and Conflict in Africa's Urban Estuaries », *Politics & Society* 42 (3) : 359-380

Landau, Loren B. & Iriann Freemantle

2010 « Tactical Cosmopolitanism and Idioms of Belonging : Insertion and Self-Exclusion in Johannesburg », *Journal of Ethnic and Migration Studies* 36 (3) : 375-390.

Landau, Loren B., ed.

2011 *Exorcising the Demons Within. Xenophobia, Violence and Statecraft in Contemporary South Africa*. Johannesburg, Wits Press.

Lewis, Oscar

1965 « Further Observations on the Folk-Urban Continuum and Urbanization with Special Reference to Mexico City », in Philip M. Hauser & Leo F. Schnore, eds, *The Study of Urbanization*. New York, Wiley : 491-517.

Lofland, Lyn H.

1973 *A World of Strangers. Order and Action in Urban Public Space*. New York, Basic Books.

Lubkemann, Stephen C.

2008 *Culture in Chaos. An Anthropology of the Social Condition in War*. Chicago, University of Chicago Press.

Maloka, Tshidiso

1997 « Mines and Labour Migrants in Southern Africa », *Journal of Historical Sociology* 10 (2) : 213-224.

Martuccelli, Danilo

2010 *Existen individuos en el Sur?* Santiago, LOM Ed.

Matshedisho, Rajohane & Alex Wafer

2015 « Hillbrow, Johannesburg », in Steven Vertovec, ed., *Diversities Old and New...* : 67-83.

Mayer, Philip

1971 [1961] *Townsmen or Tribesmen. Conservatism and the Process of Urbanization in a South African City*. Cape Town-New York, Oxford University Press.

Mbembe, Achille & Sarah Nutall, eds

2004 *Johannesburg. The Elusive Metropolis*. Durham, Duke University Press.

Mitchell, James Clyde

1996 [1956] « La danse du Kalela : aspects des relations sociales chez les citadins africains en Rhodésie du Nord [trad. de Michel Agier et Stéphane Nahrath] », *Enquête* 4 : 213-243.

Morris, Alan

1999 *Bleakness & Light. Inner-City Transition in Hillbrow, Johannesburg*. Johannesburg, Witwatersrand University Press.

Mosselson, Aidan

2010 « "There Is No Difference Between Citizens and Non-Citizens Anymore" : Violent Xenophobia, Citizenship and the Politics of Belonging in Post-Apartheid South Africa », *Journal of Southern African Studies* 36 (3) : 641-665.

Niehaus, Isak

2002 « Ethnicity and the Boundaries of Belonging : Reconfiguring Shangaan Identity in the South African Lowveld », *African Affairs* 101 : 557-583.

Palmary, Ingrid, Janine Rauch & Graeme Simpson

2003 « Violent Crime in Johannesburg », in Richard Tomlinson *et al.*, eds, *Emerging Johannesburg. Perspectives on the Post-apartheid City*. London, Routledge : 101-122.

Palomares, Élise & Catherine Quiminal

2012 « Migration in South Africa : Tensions and Post-Apartheid Inter-Ethnic Compromises in a Central District of Johannesburg », in Jocelyne Streiff-Fénart & Aurelia Segatti, eds, *The Challenge of the Threshold. Border Closures and Migration Movements in Africa*. Lanham, Lexington Books : 121-139.

Polzer, Tara

2004 « "We Are All South Africans Now" : The Integration of Mozambican Refugees in South Africa », *Forced Migration Studies Programme* 8 [cormsa.org.za].

Posel, Deborah

1991 *The Making of Apartheid, 1948-1961. Conflict and Compromise*. Oxford, Clarendon Press / New York, Oxford University Press.

Simone, AbdouMaliq

2004 *For the City Yet to Come. Changing African Life in Four Cities*. Durham-London, Duke University Press.

Söderbaum, Fredrik & Ian Taylor, eds

2003 *Regionalism and Uneven Development in Southern Africa. The Case of the Maputo Development Corridor*. Aldershot, Ashgate.

Vertovec, Steven, ed.

2015 *Diversities Old and New. Migration and Socio-Spatial Patterns in New York, Singapore and Johannesburg*. New York, Palgrave Macmillan.

Vidal, Dominique

2013 « Le migrant mozambicain, citadin interstitiel du Johannesburg post-apartheid », in Marion Carrel, Paul Cary & Jean-Michel Wachsberger, eds, *Ségrégation et fragmentation dans les métropoles. Perspectives internationales*. Villeneuve-d'Ascq, Presses universitaires du Septentrion, 2013 (« Le regard sociologique ») : 171-188.

2014 *Migrants du Mozambique dans le Johannesburg de l'après-apartheid. Travail, frontières, altérité*. Paris, Karthala / Johannesburg, IFAS (« Hommes et Sociétés »).

Wa Kabwe-Segatti, Aurelia

2002 « Du rapatriement volontaire au refoulement dissimulé : les réfugiés mozambicains en Afrique du Sud », *Politique africaine* 85 : 75-92.

2008a « "Clandestins" et "makwerekwere" dans l'Afrique du Sud post-apartheid : production de catégories, pratiques administratives et xénophobie », *Social Science Information / Informations sur les sciences sociales* 47 (4) : 661-680.

2008b « Violences xénophobes en Afrique du Sud : retour sur un désastre annoncé », *Politique africaine* 112 : 99-118.

Wafer, Alex

2015 « Precarity and Intimacy in Super-Diverse Hillbrow », in Steven Vertovec, ed., *Diversities Old and New...* : 156-168.

Waldinger, Roger

1993 « The Ethnic Enclave Debate Revisited », *International Journal of Urban and Regional Research* 17 (3) : 444-452.

2015 *The Cross-Border Connection. Immigrants, Emigrants and their Homelands*. Cambridge, Harvard University Press.

Weber, Max

1971 [1922] *Économie et société*. Trad. de l'allemand par Julien Freund *et al.* Éd. par Jacques Chavy et Éric de Dampierre. Paris, Plon (« Recherches en sciences sociales »).

Wilson, Kenneth L. & Alejandro Portes

1980 « Immigrant Enclaves : An Analysis of the Labor Market Experiences of Cubans in Miami », *American Journal of Sociology* 86 (2) : 295-319.

Wirth, Louis

2004 [1938] « Le phénomène urbain comme mode de vie », in Isaac Joseph & Yves Grafmeyer, eds, *L'École de Chicago. Naissance de l'écologie urbaine*. Paris, Flammarion (« Champs » 571) : 255-281.

Dominique Vidal, *Se fondre dans la ville sans rester anonyme : les cadres politiques de l'expérience des migrants du Mozambique à Johannesburg*. — Cet article étudie les cadres politiques qui définissent l'expérience des migrants du Mozambique à Johannesburg. Dans un contexte marqué par une forte xénophobie à l'égard des étrangers d'autres pays du continent, la figure du citadin qui se dégage parmi ces migrants n'a que peu à voir avec celle de l'individu qui valorise l'anonymat de la grande ville pour jouer différents rôles selon les scènes sociales où il se produit. L'adversité qui domine leur vie en migration les conduit bien davantage, soit à tout faire pour que leur extranéité n'attire pas l'attention, soit à se faire reconnaître comme des partenaires d'interaction intéressants dans des cercles sociaux de petite taille.

Dominique Vidal, *Blending Into the City Without Staying Anonymous: The Political Frameworks of Mozambican Migrants' Experience in Johannesburg*. — This article examines the political frameworks defining the experience of Mozambican migrants in Johannesburg. In a situation in which foreigners from other African countries face xenophobia, the image of city-dweller which stands out has little to do with that of the individual that values big city anonymity to play a multiplicity of roles on different social stages. The feeling of insecurity that dominates their lives leads them either to do everything so that their foreignness does not draw attention or to be recognized as interesting interaction partners in small social circles.